



CTL du 27 mars 2014 Déclaration liminaire

Un pacte irresponsable et dogmatique

La politique d'austérité poursuivie par le gouvernement produit ses effets désastreux dans l'ensemble de la Fonction Publique, et notamment dans les services de la DGFIP. Le « pacte de responsabilité » annoncé par le Chef de l'Etat va aggraver de façon catastrophique cette situation en prélevant 50 milliards d'euros en trois ans sur les services publics pour financer les cadeaux sans précédent au patronat. Pour mémoire, la désastreuse « RGPP » du pouvoir précédent représentait une ponction de 12 milliards en cinq ans. Ces ordres de grandeur démontrent à quel point ce pacte est irresponsable. S'il devait être effectivement appliqué, il marquerait la fin du service public républicain et de la fonction publique tels que nous les connaissons.

De ce point de vue, pour FO, les discussions qui doivent s'ouvrir prochainement sur les statuts sont lourdes de menaces pour les fonctionnaires.

Dogmatique car pour justifier les milliards supplémentaires offerts aux chefs d'entreprises, le Président de la République a invoqué J.B. SAY et sa « théorie des débouchés ». Une fable vieille de plus de deux siècles que les faits ont eu le temps de ridiculiser abondamment.

Pour l'abandon de la démarche stratégique

Ce pacte de responsabilité comporte sa déclinaison à la DGFIP : la « démarche stratégique ». Cette politique mène la DGFIP au bord du gouffre : Suppressions massives d'emplois, restructurations, réorganisations, régionalisation, bradage- privatisation des missions, dégradation permanente des conditions de travail en constituent la néfaste architecture.

Après plusieurs années de blocage de la valeur du point d'indice, après l'augmentation des cotisations retraite, les personnels de la DGFIP en ont assez !

Ils ont commencé à le signifier la semaine dernière où près d'un agent sur trois s'est mis en grève.

Avec FO-DGFIP, ils demandent l'abandon de ce pacte et de la démarche stratégique, l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice, l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations anarchiques et sans fin.

A ce sujet, si nous dénonçons les sommes englouties dans l'affaire, nous ne pouvons que nous féliciter de l'abandon du projet ONP, outil de laminage interministériel, qui au delà de la volonté de réduire les effectifs dévolus à la paye des fonctionnaires servait l'objectif d'uniformisation indemnitaire.